

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVAWATT

1-7 Cours Valmy
92800 Puteaux

Références : -
Code AIOT : 0007002805

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement NOVAWATT implanté 7 rue du Mal Joffre, BP 14 59320 Haubourdin. L'inspection a été annoncée le 13/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVAWATT
- 7 rue du Mal Joffre, BP 14 59320 Haubourdin
- Code AIOT : 0007002805
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site correspond à une unité de cogénération d'électricité et de vapeur. La société NOVAWATT en a repris l'exploitation suite au courrier de changement d'exploitant transmis à l'Administration le 22 décembre 2022. A noter que ce changement d'exploitant a été acté par courrier daté du 22 septembre 2023.

La centrale de cogénération se compose des éléments suivants :

- un groupe turbo-alternateur à combustion :
 - o compresseur d'air ;
 - o chambre de combustion ;
 - o turbine de détente ;
 - o réducteur ;
 - o alternateur ;
- trois compresseurs de gaz naturel (dont 1 en secours) ;
- une chaudière de récupération, équipée d'un brûleur de post-combustion et d'une ligne d'air comburant ;
- deux cheminées d'évacuation des gaz de combustion.

Le site historiquement rattaché au site CARGILL à Haubourdin a été cédé à la société Novawatt redevenant ainsi une exploitation à part entière.

Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2000.

Le site est soumis aux dispositions de la directive n°2010/75/UE du parlement et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED, remplace la directive IPPC n°2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Instruction du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 17/12/2024, article R515-70	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est encore en cours de reprise par l'exploitant qui réalise des tests et la maintenance nécessaire au fonctionnement des installations. Il devrait rentrer en exploitation à partir de janvier 2025. A ce stade, l'exploitation est principalement utilisée en mode turbine à gaz seule sur appel de RTE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Instruction du dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2024, article R515-70
Thème(s) : Autre, Dossier de réexamen IED
Prescription contrôlée :
I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union

européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.

II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.

III. - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :

- a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;
- c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'administration un dossier de réexamen IED ainsi qu'un rapport à porter à connaissance en date du 24 février 2024. Ce dossier a fait l'objet d'une demande de compléments, visant notamment à clarifier les modalités d'exploitation prévues pour les différentes configurations des installations.

Les installations peuvent être exploitées selon trois modes distincts :

- 1. Fonctionnement en turbine à gaz seule (TAG),
- 2. Fonctionnement combiné turbine à gaz + chaudière de production de vapeur (vapeur destinée à l'usage de l'entreprise Cargill),
- 3. Fonctionnement en chaudière seule.

Constats issus de la visite d'inspection

1. Alimentation en gaz :

L'exploitation partage le poste de livraison de gaz avec l'entreprise Cargill.

2. Chaudière :

La chaudière n'avait pas encore été redémarrée avant la semaine 50 de l'année 2024, son redémarrage nécessitant une inspection des équipements sous pression (ESP). Cette inspection a été réalisée par l'organisme de contrôle APAVE, permettant ainsi de remettre la chaudière en état de fonctionnement. Des essais ont été effectués récemment.

3. Demande en vapeur de Cargill :

Les besoins estimés en vapeur par Cargill sont faibles. Toutefois, l'exploitant a opté pour le maintien du mode de fonctionnement TAG + production de vapeur. Il précise que, dans ce mode, la vapeur sera proposée à Cargill à un tarif défini, à charge pour cette dernière de se positionner quant à sa récupération.

4. Fonctionnement en mode chaudière seule :

L'exploitant n'a pas encore confirmé si ce mode sera effectivement utilisé.

5. Temps de démarrage des installations :

- Le fonctionnement en mode TAG seule est opérationnel sous un délai de 30 minutes.
- En revanche, le démarrage du mode combiné TAG + chaudière nécessite un délai minimum de deux heures.

6. Fonctionnement en 2023 :

En 2023, la TAG a uniquement été mise en service pour des essais. Son exploitation régulière n'a pas été possible en raison du remplacement nécessaire de composants spécifiques du poste de transformation électrique, propriété de Cargill.

7. Cheminée by-pass pour le mode TAG seule :

- L'émissaire dit « cheminée by-pass » utilisé pour ce mode n'est actuellement pas équipé d'analyseurs en continu.
- L'exploitant doit :
 - Installer une passerelle d'accès (commande effectuée, délai de livraison estimé à 4 à 6 semaines).
 - Mettre en place un banc de mesure en tête de cheminée (commande en cours, délai de livraison estimé à 8 à 12 semaines).
- En attendant, des mesures ponctuelles sont effectuées à l'aide d'un appareil mobile. Les paramètres analysés incluent : NOx, CO et O₂.
- Constat est fait de la lecture d'une série de mesure de données relevé par l'analyseur mobile.

8. Exploitation sur appel de RTE :

L'exploitation sur appel direct de RTE pourrait théoriquement débiter immédiatement.

9. Essais en cours :

Des essais sont encore en cours. Un test à pleine charge reste à réaliser par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite